

# Les banques françaises financent de plus en plus les énergies fossiles au détriment des renouvelables

Selon les rapports d'Oxfam et des Amis de la Terre, les grands établissements de l'Hexagone ont réduit leurs financements dans l'éolien et le solaire.

Les promesses vertes des banques françaises virent-elles au noir ? Selon deux rapports, publiés, samedi 24 novembre, par les ONG Oxfam et Les Amis de la Terre, les grands établissements de l'Hexagone soutiennent toujours massivement les énergies fossiles, au détriment des renouvelables. Pis, depuis l'accord de Paris sur le climat, fin 2015, elles ont réduit leurs financements dans l'éolien et le solaire et augmenté ceux à destination du pétrole, du gaz et du charbon.

Alors que s'ouvre le Climate Finance Day, lundi 26 novembre, à Paris – qui vise à accroître la mobilisation du secteur financier pour le climat –, et à une semaine du début de la COP24, à Katowice (Pologne), les associations appellent les banques à se désengager des énergies « sales » et à faire office de leviers pour accélérer la transition énergétique.

Il y a urgence : l'utilisation des énergies fossiles, qui sont responsables de 80 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), est la première cause du changement climatique. Pour avoir une chance de contenir le réchauffement à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique, [dans son dernier rapport d'octobre](#), que la part des énergies renouvelables, dans la consommation totale d'énergie primaire, devrait atteindre entre 49 % et 67 % d'ici à 2050, [contre 14 % en 2016](#). A l'inverse, le pétrole, le gaz et surtout le charbon devraient reculer. Ce dernier, qui représente 38 % du mix électrique mondial, devrait en être presque totalement exclu au milieu du siècle.

## 71 % de financements aux énergies fossiles

Une tendance qui n'est pas vraiment suivie par les principales banques françaises. En 2016 et 2017, BNP Paribas, le Crédit agricole, la Société générale, BPCE, La Banque postale et le Crédit Mutuel-CIC ont consacré 43 milliards d'euros de financements aux énergies fossiles, soit 71 % du total, contre 12 milliards d'euros aux énergies renouvelables (20 %), sous la forme de prêts et d'émissions d'actions et d'obligations, selon l'étude d'Oxfam. Autrement dit, quand les établissements accordent 10 euros de financements aux énergies, 7 euros vont aux énergies « sales », contre 2 euros aux énergies « vertes ». BNP Paribas occupe la première marche du podium, avec 12,8 milliards d'euros de financements aux énergies fossiles, suivie, de près, par le Crédit agricole et la Société générale (avec, respectivement, 12,6 milliards et 11,5 milliards d'euros).

A rebours de la transition écologique, les banques ont réduit leur soutien aux énergies renouvelables, en recul de 1,85 milliard d'euros en 2017, par rapport à 2016. Et ce, alors que les sommes destinées aux énergies fossiles augmentent, dans le même temps, d'un montant équivalent.

Pour parvenir à ces résultats, l'association a fait appel au cabinet indépendant néerlandais Profundo. En analysant les bases de données financières et les rapports des entreprises, ce bureau d'études a examiné les opérations de financement et d'investissement des six banques françaises en direction des 290 entreprises internationales les plus actives dans la production d'énergie, telles que le français EDF, les allemands E.ON et RWE, de nombreuses firmes chinoises, ainsi que 89 projets dans le secteur du renouvelable.

Ces derniers concernent l'éolien, le solaire, la géothermie et les énergies marines et marémotrices. En sont exclus, en plus du nucléaire, l'hydraulique et la biomasse, un choix discutable. « *Nous considérons que les grands barrages émettent plus de CO<sub>2</sub> sur leur cycle de vie que le charbon pulvérisé*, justifie Alexandre Poidatz, l'auteur du rapport d'Oxfam et chargé des questions financières à l'ONG. *La combustion de la biomasse à grande échelle consomme beaucoup d'énergie fossile et provoque une destruction des puits de carbone, comme les*

*forêts.* » Le nucléaire, l'hydraulique et la biomasse représentent 9 % des financements des banques.

## **11 milliards pour le charbon**

Le second rapport, publié par Les Amis de la Terre, offre un éclairage sur le charbon, l'énergie la plus « *climaticide* ». Selon l'ONG, qui a fait appel au même cabinet d'études, BNP Paribas, la Société générale et le Crédit agricole ont accordé plus de 11 milliards de dollars (9,7 milliards d'euros) de financements, entre janvier 2016 et septembre 2018, aux 120 entreprises les plus « *agressives* » en matière de développement de centrales à charbon identifiées par l'ONG allemande Urgewald. Un chiffre en augmentation par rapport aux 6,5 milliards d'euros de financements de la période 2013-2015.

Parmi les firmes soutenues se trouvent des acteurs européens, comme les allemands RWE et Uniper ou le tchèque CEZ. « *Ces entreprises étendent leurs mines et construisent de nouvelles unités, alors que les efforts devraient se porter sur la fermeture des 275 centrales actuellement en opération en Europe*, dénonce Lucie Pinson, référente de la campagne sur la finance privée des Amis de la Terre et coauteure du rapport. *Par ailleurs, elles intimident les gouvernements, comme lorsque RWE menace de poursuivre en justice les Pays-Bas s'ils actent une fermeture sans compensation de leurs centrales à charbon.* »

Les banques françaises ont pourtant été parmi les premières à réagir, après l'accord de Paris, en s'engageant à ne plus financer directement de nouveaux projets de mines et de centrales à charbon – il en existe 1 400 dans le monde. « *Mais elles le font encore de manière indirecte : pour épargner leur image, elles soutiennent le développement des entreprises, à défaut de soutenir leurs projets* », explique Lucie Pinson.

La Société générale, par exemple, affirme avoir « *presque atteint l'objectif de ramener la part du charbon dans la production d'électricité financée à 19 % à fin 2020 contre 23 % en 2016, en ligne avec le scénario 2 °C de l'Agence internationale de l'énergie* ». « *Mais cet engagement ne prend pas en compte les émissions d'actions et d'obligations et on devrait tendre vers un objectif de 1,5 °C* », rétorque Alexandre Poidatz.

## **« Seuils d'exclusion »**

Le mécanisme est le même pour le pétrole ou le gaz. Selon Profundo, en 2016, BNP Paribas a, par exemple, souscrit à une émission d'obligations du pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch Shell pour une valeur de 390 millions d'euros. En 2017, le Crédit agricole a octroyé un prêt de 594 millions d'euros à la société gazière russe Gazprom.

Pour réduire leurs aides aux entreprises les plus polluantes, les banques ont mis en place des « *seuils d'exclusion* ». Le Crédit agricole et Natixis (filiale de BPCE) l'ont fixé à 50 % pour le charbon, c'est-à-dire qu'elles écartent de leurs aides les firmes qui font plus de 50 % de leurs revenus ou de leur production à partir de cette énergie. BNP Paribas et la Société générale n'ont pris un tel engagement que pour leurs nouveaux clients.

Un seuil encore trop élevé pour les associations, qui appellent à l'abaisser à 30 % au maximum, comme le font de nombreux investisseurs, tels qu'Allianz ou Generali. « *[L'anglo-suisse] Glencore, le 8<sup>e</sup> plus gros producteur de charbon au monde, tire 21 % de ses revenus de [celui-ci]. Il est indispensable que les banques excluent les entreprises en fonction de leur production absolue, et non plus seulement relative, si elles veulent réellement limiter l'impact de leurs financements sur le climat* », avance Lucie Pinson, qui appelle les banques à « *cesser immédiatement de soutenir toutes les entreprises qui développent de nouvelles activités charbonnières* ». Oxfam, de son côté, les enjoint de « *publier un plan de sortie des énergies fossiles* ».

## **« Manque de transparence »**

Pour le Crédit agricole, il n'est « *pas cohérent d'exiger des banques qu'elles arrêtent de financer totalement 290 entreprises, alors même que l'urgence est de les accompagner dans leurs efforts en faveur de la transition énergétique* ». Fin 2017, le groupe s'est engagé à exclure

de ses financements tous les projets de sables bitumineux, de pétrole issus de l'Arctique et de gaz ou pétrole de schiste. « *Mais il continue à financer les entreprises qui portent ces projets* », souligne Oxfam. BNP Paribas, à l'inverse, « *a été en 2017 la première banque à cesser de financer les spécialistes du gaz de schiste ou à exclure les forages arctiques* », avance Laurence Pessez, la directrice RSE du groupe. La Société générale, de son côté, a adopté un seuil d'exclusion de 50 % pour les sables bitumineux et le pétrole en Arctique.

Cette dernière assure avoir déboursé 16 milliards d'euros de conseil et financement dans le secteur des énergies renouvelables depuis 2016, tandis que le Crédit agricole s'est engagé à atteindre 100 milliards d'euros d'obligations « vertes » d'ici à 2020 dans le monde. BNP Paribas s'est, elle, engagée à doubler ses financements dans les énergies renouvelables, de 6,9 milliards d'euros en 2014 à 15 milliards en 2020.

Cette bataille de chiffres, au-delà d'une méthodologie et de périmètres différents, est la preuve, selon Alexandre Poidatz, qu'il existe « *un manque de transparence sur les données des banques quant à leurs financements énergétiques* ». Et d'ajouter : « *L'impulsion doit aussi venir de l'Etat, qui doit rendre contraignante l'évaluation de l'impact des portefeuilles financiers sur le changement climatique.* »

## **Financements\* dans l'énergie accordés par les principales banques françaises**

EN 2016 ET 2017

\* Soutiens directs et indirects (financements de projets, prêts, émissions d'actions et d'obligations) en direction des 290 entreprises internationales les plus actives dans la production d'énergie et 89 projets d'énergies renouvelables

\*\* Géothermie, énergies marines et marémotrices

\*\*\* Energie nucléaire, hydraulique ou issue de la biomasse et des agrocarburants

En raison des arrondis, la somme des pourcentages n'est pas toujours égale à 100%.

SOURCE : OXFAM

## Ensemble des six banques







